

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
12 décembre 2024  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale****Soixante-dix-neuvième session**

Points 18, 32, 61, 69, 71, 84 et 98 de l'ordre du jour

**Développement durable****Prévention des conflits armés****Consolidation et pérennisation de la paix****Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée****Promotion et protection des droits humains****L'état de droit aux niveaux national et international****Désarmement général et complet****Conseil de sécurité****Soixante-dix-neuvième année****Lettre datée du 12 décembre 2024, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

Les mines terrestres et autres engins explosifs continuent de faire des dégâts dans de nombreux pays en situation de conflit ou d'après-conflit, constituant une menace mortelle pour les civils, les militaires, les forces de maintien de la paix et le personnel humanitaire.

Comme on le sait, l'agression armée menée par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan au début des années 1990 a tué des dizaines de milliers de personnes dans mon pays, détruit des centaines de villes et de villages et forcé plus de 700 000 Azerbaïdjanais à quitter leur foyer. L'Arménie a occupé pendant près de 30 ans une grande partie du territoire souverain de l'Azerbaïdjan, en violation flagrante du droit international et des résolutions [822 \(1993\)](#), [853 \(1993\)](#), [874 \(1993\)](#) et [884 \(1993\)](#) du Conseil de sécurité.

La contre-offensive et les mesures antiterroristes prises localement par l'Azerbaïdjan au quatrième trimestre de 2020 et en septembre de l'année dernière, respectivement, ont mis fin à l'occupation illégale de ses territoires et permis la restauration de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de mon pays, en pleine conformité avec le droit international, la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Malgré la fin du conflit et les progrès accomplis pour instaurer la paix, de graves problèmes subsistent et continuent de toucher les civils.



L'Azerbaïdjan est l'un des pays au monde les plus pollués par les mines. On estime à 1,5 million le nombre de mines terrestres qui ont été enfouies dans les territoires azerbaïdjanais lorsque le pays était sous occupation, et on ignore combien d'autres engins explosifs y avaient également été posés.

Sur un total de 86 600 kilomètres carrés, près de 11 258 sont contaminés par les mines. Environ 14,2 % de cette zone (soit 165 871,5 hectares) a été déminée, tandis que seulement 3,6 % de toutes les mines et autres engins explosifs présents ont été détectés et neutralisés (soit 54 430 mines et 104 940 autres engins explosifs, au mois de septembre 2024).

Tout porte à croire que des mines terrestres et des pièges ont été placés dans des zones civiles ou attachés à des biens civils, loin de l'ancienne ligne de front, dans des endroits que les civils avaient été contraints de quitter et dans lesquels ils doivent retourner. Même les cimetières et les sites culturels des anciens territoires occupés ont été minés afin d'infliger le plus de pertes possible.

En conséquence, 3 461 citoyens azerbaïdjanais ont été victimes d'explosions de mines, dont 359 enfants et 38 femmes. En outre, le nombre de personnes ayant été victimes d'explosions de mines depuis la fin du conflit a atteint 382 ; parmi elles, 70 ont perdu la vie et 312 ont subi d'atroces blessures, sachant que la majorité d'entre elles était des civils, y compris des enfants et des femmes.

Le danger de mines retarde l'essentiel des travaux de reconstruction et de développement dans les territoires libérés, entrave le retour en toute sécurité des personnes déplacées et rend difficile la recherche des quelque 4 000 citoyens azerbaïdjanais portés disparus pendant le conflit.

Cette importante pollution constitue également un obstacle considérable à la pleine mise en œuvre des objectifs de développement durable. À cet égard, l'Azerbaïdjan a déclaré qu'il ferait du déminage humanitaire le dix-huitième objectif de développement durable au niveau national.

L'affirmation de l'Arménie selon laquelle elle n'est en aucun cas obligée de fournir des informations sur les champs de mines est fondamentalement erronée. L'emploi inconsidéré des mines est interdit par le droit international humanitaire. En outre, les États qui emploient des mines terrestres sont également tenus d'en enregistrer l'emplacement<sup>1</sup> et, après la cessation des hostilités actives, doivent les enlever ou les neutraliser d'une autre manière afin qu'elles ne puissent porter atteinte à des civils, ou faciliter leur enlèvement<sup>2</sup>.

Enfin, comme l'a expliqué le Comité international de la Croix-Rouge, « il est interdit d'employer des pièges qui sont attachés ou associés d'une façon quelconque à des objets ou des personnes auxquels le droit international humanitaire accorde une protection spéciale, ou à des objets susceptibles d'attirer des personnes civiles »<sup>3</sup>. Le droit international impose également aux États de ne pas empêcher les personnes déplacées de regagner leur foyer en toute sécurité<sup>4</sup>.

Le fait de ne pas fournir d'informations complètes sur l'emplacement des mines terrestres et d'autres engins explosifs depuis la fin du conflit constitue également une violation du droit international des droits humains, en particulier du droit de circuler librement et du droit de choisir librement sa résidence, et contrevient également à l'interdiction de la discrimination.

---

<sup>1</sup> Comité international de la Croix-Rouge, Liste des règles coutumières du droit international humanitaire, règle 82 (enregistrement de l'emplacement des mines).

<sup>2</sup> Ibid., règle 83 (enlèvement ou neutralisation des mines).

<sup>3</sup> Ibid., règle 80 (pièges).

<sup>4</sup> Ibid., règle 132 (retour des personnes déplacées).

Depuis la fin des hostilités, la lutte antimines menée en Azerbaïdjan a gagné en visibilité au niveau national et international.

Forte d'une longue expérience du déminage humanitaire, l'Agence nationale azerbaïdjanaise pour la lutte antimines est devenue une organisation de déminage compétente et fiable, qui œuvre avec diligence à débarrasser les territoires libérés des mines terrestres et autres restes explosifs de guerre, en collaboration avec des partenaires internationaux.

Depuis 2022, l'Azerbaïdjan a accueilli, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies, trois conférences internationales sur la lutte antimines, qui sont devenues des lieux de dialogue privilégiés sur la scène mondiale. Ces conférences ont abouti à l'élaboration de documents concrets portant sur un large éventail de questions relatives au déminage humanitaire et au développement durable, aux conséquences des mines terrestres pour l'environnement et à la nécessité d'un soutien international dans ce contexte.

La troisième de ces conférences, dont la tenue en mai dernier a coïncidé avec la présidence azerbaïdjanaise de la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a porté en particulier sur la nécessité urgente de s'attaquer aux effets sur l'environnement de la pollution par les mines. Parmi les résultats concrets de cette troisième conférence, l'Agence nationale azerbaïdjanaise pour la lutte antimines et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont signé une déclaration d'intention en vue de créer dans le pays le Centre international d'excellence pour la formation à la lutte antimines<sup>5</sup>.

En outre, à l'initiative de l'Azerbaïdjan :

- Une résolution intitulée « Impact des mines terrestres sur les biens culturels » a été adoptée lors de la quinzième réunion des États parties à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé<sup>6</sup> ;
- L'Assemblée générale de l'ONU, dans la dernière mouture de sa résolution intitulée « Personnes disparues », a constaté avec préoccupation que, dans certains cas, les mines terrestres, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés entravaient les activités menées pour déterminer où se trouvaient des personnes portées disparues, et a invité les États concernés à coopérer pour faciliter le déroulement en toute sécurité des opérations visant à retrouver et à récupérer des dépouilles<sup>7</sup> ;
- Lors de leur dix-neuvième sommet, les chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés ont accueilli favorablement la proposition de l'Azerbaïdjan de créer au sein du Mouvement des pays non alignés un groupe de contact chargé des consultations et de la coopération concrète sur le déminage humanitaire et les questions connexes<sup>8</sup>.

L'Azerbaïdjan attache également une importance particulière au genre dans le contexte de la lutte antimines. Récemment, pour la première fois, des équipes de déminage entièrement composées de femmes ont été mises en place dans le pays dans le cadre du projet lancé conjointement par l'Agence nationale azerbaïdjanaise pour la lutte antimines, le PNUD et l'Union européenne.

<sup>5</sup> Voir [A/78/908–S/2024/456](#).

<sup>6</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), résolution 15 HCP 7 du 11 décembre 2023.

<sup>7</sup> Sur la base du projet de résolution publié sous la cote [A/C.3/79/L.35](#), 14 novembre 2024, par. 9.

<sup>8</sup> Voir le document final du dix-neuvième sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, Kampala (République de l'Ouganda), 19-20 janvier 2024, par. 392.

L'ampleur et la gravité de la menace des mines terrestres en Azerbaïdjan nécessitent une solidarité plus forte, des partenariats plus solides, des efforts concertés et, de toute urgence, une aide internationale continue et adaptée, afin que le pays puisse renforcer ces capacités en matière de déminage humanitaire et mener des activités dans ce domaine.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 18, 32, 61, 69, 71, 84 et 98 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Yashar Aliyev

---